# Côte d'Ivoire : en finir avec la Françafrique

mercredi 6 avril 2011, par MARTIAL Paul, NPA / NPA l'Anticapitaliste (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2011).

**Alassane Ouattara a décidé de lancer une offensive armée pour conquérir le pouvoir contre Laurent Gbagbo qui s'est proclamé lui aussi président. Au moment où nous bouclons ce journal, la situation est confuse et on ne sait pas si Gbagbo acceptera de se rendre malgré les bombardements opérés par l'armée française.**

La facilité et la rapidité avec laquelle les Forces nouvelles de Ouattara – dénommées maintenant Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) – basées au nord, ont réussi à s'emparer de l'ensemble du pays à l'exception d'Abidjan, s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, la fourniture en grande quantité d'armes et de véhicules neufs par le Burkina Faso et le Nigeria, qui ont mis à leur disposition des instructeurs militaires. D'autre part, l'infiltration dans les grandes villes de commandos des FRCI, qui a été une tactique payante.

En face, la situation militaire du camp Gbagbo était beaucoup plus critique. La plupart des soldats n'avaient pas touché leur solde de mars. Le travail de retournement et de sape entrepris par les émissaires de Ouattara et des ambassades occidentales à l'encontre des officiers supérieurs de l'armée ivoirienne fidèle à Gbagbo a été une réussite si l'on en juge, lors de l'offensive, par le nombre important de défections ou de ralliements avec armes et bagages au camp de Ouattara.

Contrairement à ce qui a pu être dit ou écrit par les va-t-en-guerre dans les métropoles occidentales, l'intervention de l'armée de Ouattara est loin d'être une simple formalité, indolore pour la population, qui permettrait de ramener la démocratie et la stabilité dans le pays.

Quant à Sarkozy, qui entérine avec bienveillance les pires mascarades électorales du fils Bongo au Gabon, du fils Eyadema au Togo ou de Sassou Nguesso au Congo Brazzaville impliqué dans des dizaines de milliers de morts, qui soutient militairement les dictatures au Tchad et en Centrafrique, il s'est subitement érigé en défenseur de la démocratie en Côte d'Ivoire. Il n'a eu de cesse d'envenimer la situation et de pousser le camp Ouattara à la guerre via le dirigeant du Burkina Faso, Blaise Compaoré.

La progression des FRCI à travers le pays a donné lieu à des crimes de guerre. À Duékoué, le Comité international de la Croix-Rouge a dénombré près de 800 morts. À San Pedro, le deuxième port du pays, et à Daloa d'autres exactions ont été commises par les éléments armés de Ouattara.

À Abidjan les partisans de Gbagbo, s'ils sont minoritaires et isolés, n'en résistent pas moins. Ils viennent essentiellement de la garde républicaine et du Centre de commandement des opérations de sécurité (Cecos). Le chaos qui règne dans la capitale économique permet les pillages et les agressions contre les civils, menés autant par les éléments des deux camps que par des jeunes qui profitent de la situation.

### L'armée française a renforcé son dispositif

Licorne qui compte désormais plus de 1 600 soldats. Si l'objectif officiel était de permettre l'évacuation des ressortissants occidentaux, elle a joué dès le début un rôle d'appui logistique aux

FRCI. À la demande de Ouattara, du fait des difficultés qu'il rencontre à Abidjan, l'armée française et l'Onuci procèdent à des bombardements sur les positions des partisans de Gbagbo, tout cela, bien évidement, au nom de raisons purement humanitaires.

**La Côte d'Ivoire à feu et à sang**

Le 5 avril au soir, des informations contradictoires annonçaient tour à tour la réddition de Gbagbo puis son refue de négocier. Néanmoins, il est probable qu'Alassane Ouattara réussira à s'installer dans le fauteuil présidentiel, mais la situation n'en sera pas stabilisée pour autant. Le nombre important de mercenaires surarmés essentiellement venus du Libéria voisin, qui a connu de 1989 à 2002 une guerre civile d'une extrême violence, peuvent après la défaite de Gbagbo se retrouver livrés à eux-mêmes, risquant de mettre à sac les villages qu'ils traversent.

De plus, les FRCI pourraient exercer des représailles contre les partisans de Gbagbo même si l'entourage de Ouattara s'en défend, sans convaincre, au vu des violations massives des droits de l'homme lors de l'offensive.

Enfin, la situation de guerre qui prévaut a détruit les liens sociaux du pays et chacun s'est réfugié dans sa communauté où les conflits anciens ont été ravivés notamment sur les questions agraires qui n'ont jamais été réellement réglées.
Dans ce conflit, aucun des deux camps ne peut se prévaloir du soutien de la population. Pas un journaliste ou correspondant n'a fait état, dans les villes conquises par Ouattara, de mouvement ou rassemblement populaires de joie ou de satisfaction. Quant aux appels du camp Gbagbo aux jeunes patriotes et au peuple, ils ont été peu entendus.

Ce conflit restera ce qu'il a toujours été, une lutte sans merci entre les deux représentants du capitalisme ivoirien qui n'ont pas hésité à mettre le pays à feu et a sang pour s'installer au pouvoir.

**Paul Martial**

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 97 (07/04/11).*

---

**HALTE AUX BOMBARDEMENTS, SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IVOIRIEN**

COMMUNIQUÉ DU NPA

Utilisant la résolution 1975 du conseil de sécurité de l'ONU, l'armée française a commencé à bombarder et lancer des missiles sur des camps militaires, des dépôts de munitions, le palais présidentiel, et la résidence de Gbagbo, après s'être emparée de l'aéroport.

Depuis plusieurs mois, une épreuve de force oppose Laurent Gbagbo, le président sortant et Alassane Ouattara, dont la victoire a été reconnue par la communauté internationale.

Aucun des deux camps ne peut se prévaloir du soutien de la population. Dans les villes conquises par les forces de Ouattara, il n'y a eu aucun mouvements ou rassemblements populaires de joie ou de satisfaction. Quant aux appels du camp Gbagbo aux jeunes patriotes et au peuple, ils ont été peu entendus.

Ce conflit est une lutte sans merci entre les deux valets de l'impérialisme et des élites au pouvoir qui

n’ont pas hésité à mettre le pays à feu et à sang pour s’installer au pouvoir.

Cet engagement militaire de la force Licorne, conjointement avec celui des casques bleus de l’ONU, est dans la continuité des aventures coloniales passées et illustre la permanence d’une Françafrique soucieuse de maintenir son influence politique et de défendre ses intérêts économiques et ceux de groupe comme Bolloré.

Le NPA est totalement opposé à cette aventure militaire néocoloniale qui n’a rien à voir avec la défense des civils ivoiriens, victimes d’exactions des deux camps en présence, exige l’arrêt immédiat des bombardements et réaffirme sa solidarité avec le peuple ivoirien victime de la guerre.

Le 5 avril 2011

---